



Actes des ateliers internationaux

Les missions de paix en crise : une question de légitimité, d'efficacité, de résistance, de coopération?

Montréal, 6 et 7 mai 2013
Université du Québec à Montréal

Ateliers internationaux organisés par l'Observatoire sur les missions de paix et les opérations humanitaires de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM, en partenariat avec les écoles d'été de la Faculté de science politique et de droit de l'UQAM et l'Association québécois des organismes de coopération internationale

Sous la direction de :

BRUNO CHARBONNEAU

Directeur, Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires, UQAM

VÉRONIQUE PRONOVOST

Chercheur en résidence, Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires, UQAM

Rapporteur-e-s (en ordre alphabétique) :

ANDREW CHARBONNEAU

Étudiant à la maîtrise en science politique, UQAM

AMÉLIE ESCOBAR

Étudiante à la maîtrise en science politique, UQAM

MARIE-HÉLÈNE LAJOIE

Étudiante à la maîtrise en science politique, UQAM



TABLES DES MATIÈRES

Avant-propos de Bruno Charbonneau

Atelier 1 : Enjeux pour les missions de paix	4
Jean-Baptiste Jeangène Vilmer	4
Dominique Mulume-Oderhwa Kajabika	5
Brahim Kourtou	6
Atelier 2 : La guerre et la paix (par Charles-Philippe David).....	7
Atelier 3 : « <i>The Trouble with the Congo</i> » (par Séverine Autesserre)	8
Atelier 4 : « Consolider la paix » : défis de la réconciliation	10
Stefanie Kappler	10
Andréanne Martel	11
Geneviève Parent	12
Atelier 5 : Faire la paix: entre imposition internationale et résistance locale.....	13
Bruno Charbonneau	13
Jonathan Sears	14
Kathia Légaré.....	15
Conférence d'ouverture de l'école d'été Missions de paix des Nations Unies	17
Table-ronde	19



AVANT-PROPOS

Les ateliers internationaux des 6 et 7 mai 2013 visaient trois objectifs principaux. D'abord, ils devaient stimuler la recherche scientifique et favoriser les échanges autour des questions de légitimité, d'efficacité, de coopération et de résistance liées aux missions de paix internationales. La venue d'experts universitaires internationaux, la participation des chercheurs de l'Observatoire et la participation des professionnels québécois de l'humanitaire ont engendré des débats animés et fructueux.

Deuxièmement, les ateliers participaient à la formation et au mentorat des étudiants de l'École d'été sur les opérations de paix. Ainsi, les étudiants eurent droit à une école d'été hors du commun durant laquelle ils/elles ont été exposés à des débats universitaires sophistiqués et à de la recherche scientifique de pointe. Finalement, les ateliers, organisés en collaboration avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), ont encouragé et mis en place les fondations de collaborations et partenariats futurs entre l'OMPOH et les professionnels et associations québécoises de l'humanitaire. Les discussions autour de la table-ronde, qui réunissaient les chercheurs de l'OMPOH et les membres invités de l'AQOCI, ont certainement démontré l'enthousiasme des participants, le besoin et l'utilité d'un tel événement et les possibilités de collaboration futures.

Les ateliers ont donc été un grand succès, mais ce succès a été possible seulement grâce à l'aide et à la dévotion de plusieurs personnes et organisations. J'aimerais d'abord remercier tous les participants des ateliers, tant les présentateurs que les participants, étudiants et professionnels. Je veux remercier Yvan Conoir et Eva Cernu qui ont organisé et sont responsables des Écoles d'été de l'OMPOH. Je dois aussi remercier ma coordonnatrice de l'OMPOH, Véronique Pronovost, pour ses efforts inlassables tout au long de l'organisation des ateliers, jusqu'à la production des actes. Je veux aussi remercier toute l'équipe de la Chaire Raoul-Dandurand pour son appui logistique, mais offrir des remerciements tout particuliers à son titulaire, le Professeur Charles-Philippe David, pour l'appui moral et financier. Des remerciements à Katina Binette et à son équipe de l'AQOCI sont indispensables pour leur soutien financier et leur participation active à l'organisation de l'événement, notamment pour la préparation de la table-ronde. Finalement, je reconnais aussi et remercie l'appui financier de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH).

Bruno Charbonneau, Ph.D.

Directeur de l'Observatoire sur les missions de paix et les opérations humanitaires
Chaire Raoul Dandurand en études stratégiques et diplomatiques
Université du Québec à Montréal



ATELIER 1 – ENJEUX POUR LES MISSIONS DE PAIX

- **Mettre un terme au climat d'impunité des casques bleus**, [Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#), Banting Postdoctoral Fellow, McGill University, associé, Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires de la Chaire Raoul-Dandurand, UQAM et auteur de *La Guerre au nom de l'humanité : tuer ou laisser mourir* (Presses universitaires de France, 2012).

Cette présentation vise à expliquer l'un des aspects contribuant à la crise de légitimité des missions de paix, soient les nombreux scandales engendrés par des cas hautement médiatisés de vols, d'abus ou d'exploitation sexuelle commis par des casques bleus en mission, depuis les années 1990. Selon Vilmer, ces violations nuisent à la légitimité et à l'efficacité des actions entreprises par les Nations-Unies. D'autant plus que de ces crimes émane un profond sentiment d'impunité vis-à-vis des missions humanitaires, car le « système » actuel ne permettant guère de punir les casques bleus en fonction reconnus coupables d'actes répréhensibles.

Le principe d'immunité du personnel onusien représente l'un des facteurs agissant dans ce contexte. En effet, les soldats accusés détiennent l'immunité dans le pays hôte et ne peuvent être jugés qu'en vertu des lois du pays fournisseur de l'aide. Puisque l'Organisation des Nations Unies (ONU) ne possède aucun organe judiciaire, c'est au pays fournisseur du casque bleu accusé que revient la charge de rapatrier le soldat accusé et de le juger. Toutefois, Vilmer note que les casques bleus n'encourent que très rarement de véritables sanctions judiciaires. Il existe un certain décalage entre les différents systèmes judiciaires des pays et si la poursuite des accusations criminelles dépend des circonstances et du type de crime, elle dépend aussi de la volonté politique du pays en question. Par ailleurs, le fait que la poursuite judiciaire ait lieu au sein du pays fournisseur plutôt qu'au sein du pays hôte pose des problèmes d'accès à distance aux preuves et victimes des actes criminels. C'est pour ces raisons qu'il subsiste un sentiment d'impunité relativement aux crimes commis par des casques bleus lors des missions humanitaires.

Différentes solutions ont été mises de l'avant pas les acteurs du système onusien ou encore par des chercheur-e-s, mais selon Vilmer, ces propositions de solutions représentent de « fausses bonnes idées ». Par exemple, il a été proposé de lever le principe d'immunité pour les soldats. Toutefois, Vilmer est convaincu que l'immunité demeure nécessaire puisque sans elle, l'ONU risque d'être l'objet de poursuites judiciaires visant à réduire son implication ou à remettre en questions certaines de ces actions. En d'autres termes, certains groupes, acteurs-trices ou gouvernement pourraient instrumentaliser le pouvoir judiciaire



à des fins politiques et stratégiques. Une autre solution considérée consiste à créer une cour pénale onusienne indépendante desservant uniquement le personnel de l'organisation. Néanmoins, plusieurs obstacles importants empêchent la mise en place d'un tel organe judiciaire, dont la concurrence entre les différents paliers judiciaires (nationaux et internationaux) ainsi que les problèmes politiques liés à la composition et au financement de cette cour pénale.

Vilmer penche plutôt du côté de solutions réformistes, plus faciles à mettre en œuvre. Tout d'abord, Vilmer affirme que l'ONU devrait harmoniser les interdictions et mettre en place un régime unique s'appliquant à l'ensemble de son personnel. De plus, il faudrait former un corps d'enquêteurs professionnels, apte à se déplacer sur les lieux, en plus de mettre en place des cours martiales au sein des pays hôtes plutôt que de rapatrier les soldats accusés. Une autre solution consisterait à publier le suivi des procédures judiciaires afin de s'assurer que les procédures s'appliquent de manière conforme selon les règles en tout temps. Une dernière possibilité consisterait à contraindre le pays fournisseur à poursuivre un soldat devant un tribunal de droit commun.

- **Regard sur les rivalités tribales entre les babembe et les banyamulenge du Sud-Kivu (République démocratique du Congo), Dominique Mulume-Oderhwa Kajabika, Université Saint-Paul**

Kajabika s'intéresse aux racines historiques du conflit du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo (RDC). D'une part, l'exposé de Kajabika a pour objectif d'expliquer comment les rivalités tribales entre Babembe et Banyamulenge ont contribué à l'internalisation de la guerre dans cette région. D'autre part, il vise à expliquer en quoi ce cas est représentatif de la situation en RDC ainsi qu'à expliquer en quoi la compréhension de ce cas pourrait éventuellement servir dans l'optique d'une sortie de crise en RDC.

Les Babembes sont originaires du Niger et sont installés dans la région du Sud-Kivu depuis le 8^e siècle environ, alors que les Banyamulenge sont originaires du Rwanda et ont rejoint le Sud-Kivu sous les pressions coloniales vers 1885. À cette époque, la cohabitation entre les deux communautés était plutôt harmonieuse, mais la situation s'est envenimée lors d'une vague d'immigration massive des Banyamulenge, répercussions directes du conflit rwandais de 1994 et de la première guerre congolaise de 1996. En plus des différences culturelles importantes, l'arrivée massive des Banyamulenge a créé un climat de tensions politiques puisque ces derniers, en s'implantant au pays, ont réclamé la nationalité. Ils



ont d'ailleurs cherché l'appui du Rwanda, sous la forme d'une révolte par les armes. Malgré tout, ce conflit a alors été expliqué, par la majorité, comme étant le résultat de rivalités tribales et identitaires.

Selon Kajabika, cet exemple représente particulièrement bien la situation de la RDC en général et montre comment les missions de paix doivent prendre en considération les dynamiques historiques locales particulières à la région où elles s'implantent. Il s'avère nécessaire de prioriser la création d'un vaste cadre de réconciliation sociale, arrimé à des initiatives promouvant le développement économique local. Kajabika propose notamment la création d'un vaste forum de concert avec les mouvements associatifs locaux afin de mettre l'accent sur les valeurs transcendantes entre les communautés dans le but de constituer une structure politique commune ainsi qu'une paix durable. Ainsi, selon Kajabika, il s'agit de créer des initiatives promouvant la culture de la paix et de la démocratie, l'éducation de la population, la mise en place d'infrastructures de base comme des écoles et des hôpitaux et la mise en place d'initiatives économiques locales, s'adressant notamment aux femmes et aux jeunes.

- **La perception de l'aide aux réfugiés par la population hôte: le cas du Darfour, Brahim Kourtou, Université Saint-Paul**

Dans son exposé, Kourtou pose la question : comment les populations qui accueillent des réfugiés perçoivent les missions humanitaires? Kourtou y répond en analysant l'exemple du Darfour. Alors que la situation des personnes et des peuples réfugiés sont souvent médiatisés, les impacts des camps de réfugiés sur la population hôte le sont très peu. Pourtant, Kourtou affirme que cette cohabitation occasionne son lot de tensions et de conflits entre la population occupant le territoire et les réfugiés.

Alors qu'environ 300 000 personnes se sont réfugiées au Darfour dans une région qui en compte environ 340 000, la population locale perçoit de manière négative et envahissante l'arrivée de ces réfugiés pour plusieurs raisons. Le camp de réfugiés a créé beaucoup d'insécurité et de violences à la frontière, une hausse marquée de l'inflation, des problèmes importants d'accès aux points d'eau monopolisés par le campement et un manque de terrains de pâturage pour la population locale. En prenant en charge le camp de réfugiés, l'ONU a créé un sentiment d'injustice pour cette population dans la mesure où l'État n'avait pas la capacité réelle de la prendre en charge. Cette situation a engendré une révolte et la population locale a réclamé, sans succès, l'accès à ses terres et aux points d'eau, de même que l'accès aux écoles et aux soins médicaux réservés aux réfugiés. Cette mission de paix a contribué à la création et à la perpétuation de



conflits dans la mesure où elle a été pensée sans considération vis-à-vis des besoins et des conditions de vie de la population locale et de la capacité de l'État hôte à assurer ces besoins.

Kourtou met de l'avant quatre recommandations relativement à la mise en place de missions humanitaires afin d'éviter ce problème. Premièrement, il affirme que même si l'aide doit être apportée en priorité aux populations vivant une situation d'urgence et d'extrême précarité, il est nécessaire de tenter de répondre aux besoins de la population hôte une fois la première phase d'urgence passée. La prise en considération de l'environnement dans lequel s'insère un camp de réfugiés et ses impacts sur la population locale sont essentielles pour comprendre les conséquences de ces missions à long terme. En dernier lieu, Kourtou estime qu'il est primordial de prendre en compte la capacité réelle de l'État hôte et de ses institutions à prendre en charge sa propre population afin d'éviter les situations et les sentiments d'injustice entre cette dernière et les réfugiés. Cela pourrait permettre d'éviter que la population perçoive les réfugiés et les organisations non-gouvernementales (ONG) comme des envahisseurs, en plus d'aider les ONG à mieux mettre en œuvre leurs actions à l'échelon local.

ATELIER 2 – GUERRE ET PAIX DANS LE MONDE CONTEMPORAIN

[Charles-Philippe David](#), titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand, UQAM

Suite à la troisième édition de son livre *La guerre et la paix*, Charles-Philippe David est venu dresser le portrait des missions de paix et de la résolution des conflits armés à l'heure actuelle. D'entrée de jeu, David se prononce sur le manque d'experts au Québec. Puis, il offre aux étudiant-e-s présent-e-s des sources à même de combler ces lacunes académiques. Il fait essentiellement mention de trois centres de recherche de renommée internationale qui lui ont permis de construire son exposé, soient le *International Institute for Strategic Studies*, le *Stockholm International Peace and Research Institute* et le *Human Security Center*. David explique qu'aucune organisation internationale a le mandat de superviser et de comptabiliser les missions de paix et les résolutions des conflits armés. Dès lors, cette tâche incombe *de facto* aux universitaires.

David veut répondre à une question bien simple : Le monde est-il de plus en plus destructeur? Œuvrant à déconstruire les mythes entourant l'aide internationale et les missions de paix, David défend la thèse selon laquelle les missions de paix sont utiles et qu'elles permettent une diminution de la violence à



l'international. C'est à l'aide de données statistiques qu'il démontre les différences entre l'époque de la Guerre froide et l'ère contemporaine. David conclut qu'une baisse de 55% des conflits armés majeurs (soit ceux comportant plus de mille morts annuellement) et qu'une diminution de 40% des conflits mineurs (moins de mille morts annuellement) a eu lieu depuis la désintégration de l'URSS. S'il existe toujours une trentaine de conflits armés en 2013, le conférencier demeure optimiste dans la mesure où il n'y a que très peu de nouveaux conflits qui prennent forme. C'est plutôt la récurrence d'anciens conflits (Myanmar, Colombie, Congo) qui est préoccupante. Par ailleurs, l'un des nouveaux défis est d'envoyer des membres de l'ONU au sein de conflits dits « internationalisés » - un terme faisant référence à un conflit où les acteurs obtiennent des appuis externes.

En conclusion, David démontre qu'il y a plus de résolutions de conflits aujourd'hui qu'il y a de conflits qui se créent. De plus, il nous fait remarquer que les conflits résolus avec l'aide de l'ONU (par des accords de paix) sont durables. Son constat est clair : « Ce n'est pas vrai de dire que les missions de paix ne mènent à rien. » Or, David estime que nous assistons à la création d'un nouveau défi : celui des conflits armés non-étatiques. De ce fait, les intervenants humanitaires devront apprendre à agir dans un monde de plus en plus déterritorialisé. Bref, les missions de paix sont utiles, mais elles doivent être en mesure de s'adapter aux nouvelles réalités internationales.

ATELIER 3 – LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

- **The Trouble with the Congo: Violence locale et échec de la construction de la paix**, [Séverine Autesserre](#), professeure de science politique au Barnard College, Columbia University, New York et auteure de *The Trouble with the Congo : Local Violence and the Failure of International Peacebuilding* (Cambridge University Press, 2010)

Animé et commenté par François Bugingo, animateur et journaliste et par Yvan Asselin

Déclarant dès le départ que le Congo est le conflit le plus meurtrier depuis la Deuxième guerre mondiale, Autesserre met l'accent sur l'importance du Congo dans la compréhension des missions de paix et de la résolution de conflits. Selon Autesserre, il est important de se demander pourquoi les efforts internationaux ont échoué à créer une paix durable au Congo. Sept ans après la période d'intervention massive au Congo (2003-2006), la violence se perpétue toujours. Le but de l'exposé est d'identifier les causes de cet échec. Autesserre propose que les membres de l'ONU partagent une idéologie et une culture commune permettant à ses agents de la paix d'ignorer les conflits locaux et leur importance dans l'instabilité de la nation congolaise. De part cette thèse, Autesserre souhaite démontrer qu'il y a eu



institutionnalisation d'un discours dominant qui a apporté une culture de la résolution de conflit ne s'intéressant qu'aux facteurs internationaux.

Autesserre présente et décrit la façon dite « *Top Down* » par laquelle les « faiseurs de paix » ont géré la situation au Congo. Les officiers onusiens considèrent le peuple comme étant violent par essence, ainsi ils ne veulent pas s'attarder aux tensions locales et régionales. Ils ont donc mis en place des élections nationales afin de démocratiser le Congo et de faire cesser les hostilités. Les « faiseurs de paix » ont, selon Autesserre, délaissé les autres champs d'activités et ont tout misé sur les élections comme mode de sortie de crise. Or, les élections n'ont réussi qu'à envenimer la violence : les Congolais-es ne reconnaissant pas la légitimité de ces élections. De plus, le processus ne répondait pas au problème le plus criant du Congo, soit l'accès aux terres et aux ressources minières. En négligeant l'importance de la propriété foncière ainsi que les tensions locales, les « faiseurs de paix » ont connu un échec monumental.

En ce sens, Autesserre avance que seule une stratégie agissant à la fois sur les échelles locale, régionale et internationale pourrait arriver à consolider la paix sur le territoire congolais. Une stratégie qui est difficilement envisageable compte tenu du peu d'ouverture au changement de la part des officiers onusiens. La culture organisationnelle et les normes de l'ONU empêchent ses membres de considérer l'intervention au niveau local.

Lors de la table ronde, Asselin a questionné Autesserre sur le nombre de représentants onusiens au Congo. La conférencière s'est empressée de répondre qu'il y avait vraisemblablement trop d'expatriés et qu'il fallait remplacer plusieurs de ces « faiseurs de paix » par des agents locaux qui veulent prendre part à la résolution du conflit armé. Elle prétend que les locaux doivent être appelés à décider de la stratégie à mettre en place au Congo.

Dans une autre optique Bugingo s'interroge sur les conditions de non-réceptivité des officiers onusiens vis-à-vis des mesures proprement locales. Proposant des pistes de réponse, il énonce une perte de volonté dû à la complexité des rapports sociaux et ethniques. Il évoque aussi l'indifférence des médias dans cette crise. Plus important encore, Bugingo explique que les gouvernants occidentaux ne sont pas prêts à s'engager dans des interventions à long terme, principalement en raison d'enjeux électoraux. Finalement, Bugingo lance un appel à la diaspora africaine qui, selon lui, doit s'impliquer dans la recherche de solutions.



En réponse aux questions de l'auditoire, Autesserre explique que la consolidation d'un État congolais ne peut en aucun cas être considérée comme un synonyme de consolidation de la paix. À ses yeux, l'État est un outil pouvant servir à l'augmentation ou la diminution de la violence. C'est l'usage de l'outil étatique qui doit intéresser les chercheurs. Autesserre affirme d'ailleurs que la consolidation de l'État au Congo a plutôt été un facteur d'augmentation de la violence jusqu'à maintenant.

En conclusion, la conférencière affirme qu'il y a une absence de discours inclusif au Congo. Elle soutient que plusieurs conflits ethniques ont éclaté un peu partout sur le territoire. Finalement, elle réitère que les tensions locales doivent être prises en compte si les représentants internationaux ont une véritable volonté de mettre fin aux conflits armés sévissant dans ce pays.

ATELIER 4– "CONSOLIDER LA PAIX": DÉFIS DE LA RÉCONCILIATION

- **Lignes de frictions en Bosnie-Herzégovine**, [Stefanie Kappler](#), professeure de relations internationales, Liverpool Hope University, Grande-Bretagne, spécialiste de la Bosnie-Herzégovine.

Pourquoi parfois les choses bougent-elles et à d'autres moments semblent-elles stagner? Voilà la question à laquelle Kappler propose de répondre. S'inspirant de la situation en Bosnie ainsi que celle en Afrique du Sud, Kappler s'intéresse au concept de « friction ». Son exposé vise à expliquer pourquoi il apparaît impossible de sortir du conflit armé en Bosnie, tandis que les signes sont encourageants en Afrique du Sud. Selon Kappler, le problème en Bosnie est qu'il y a trop de frictions verticales entre la population locale et les élites dirigeantes et parce qu'il y a une déconnexion entre les ONG et la population locale. La communauté internationale, en ne s'intéressant pas au quotidien de la population, généralise la situation de conflit et est incapable d'atteindre les racines du problème. Kappler affirme que les Bosniaques n'entretiennent aucun lien avec la classe politique et que de ce fait, les canaux de communication sont rompus. Conséquemment, le peuple est isolé, incompris et exclu lorsque vient le temps de réfléchir et de créer de nouvelles stratégies de sortie de crise. De l'autre côté, les ONG et les intervenants internationaux sont aveugles devant les revendications du peuple bosniaque.

En Afrique du Sud, on assiste à la situation inverse. Les Sud-Africains sont plus enclins à discuter avec les autorités étatiques et à émettre des revendications. C'est ce type de frictions horizontales qui démarque la



situation de ce pays. Ainsi, les différents groupes sur le territoire ont les moyens de se faire entendre et de jouer un rôle dans la construction de leur environnement.

Kappler termine son exposé en commentant au sujet des contributions que peuvent apporter un concept comme celui de friction. Elle juge qu'en examinant les frictions, on arrive à repérer la manière d'interagir des acteurs. Ainsi, les frictions ne seraient pas des problèmes en tant que tel. Or, elles le deviennent lorsque, comme dans le cas de la Bosnie-Herzégovine, elles ne mènent pas à des changements sociaux. Les frictions horizontales ont contribué aux transformations politiques en Afrique du Sud, et donc à améliorer la situation dans ce pays.

- **Le parler ordinaire en Haïti**, [Andréanne Martel](#), chercheure en résidence, Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires, Chaire Raoul-Dandurand, UQAM.

Lors de son exposé, Martel propose de dévoiler à l'auditoire les résultats préliminaires d'une recherche en cours. Centrée sur la reconstruction haïtienne, la recherche s'intéresse aux formes d'appropriation du discours, principalement en ce qui concerne les modes d'expression de la douleur. Travaillant à partir d'entrevues effectuées en Haïti, la conférencière se questionne sur l'interprétation que les locaux ont de l'action des ONG. Martel veut donc mettre en parallèle le discours institutionnalisé des divers organismes avec le « parler ordinaire » qui s'exerce dans les pratiques quotidiennes. Le discours institutionnalisé contraint les locaux à accepter tout ce qui provient de l'international. Elle démontre qu'il y a une hiérarchisation des savoirs à l'avantage des ONG et qu'ainsi, ils sont à même d'exiger des comportements de la part des locaux en échange de leurs ressources financières et matérielles.

D'ailleurs, les diverses ONG ont construit une binarité entre les bons et les mauvais bénéficiaires. Un bon bénéficiaire doit participer à la reconstruction de son logis et doit être rationnel dans sa gestion des réserves alimentaires. Conséquemment, un agent local qui ne veut ou ne peut participer est considéré comme un mauvais bénéficiaire qui ne doit pas avoir accès aux ressources fournies par les ONG. En ce sens, si les locaux n'intègrent pas les valeurs promues par les ONG, ces dernières peuvent retirer leur aide. En se concentrant sur ce rapport de force et cette hiérarchie du savoir, Martel tente d'expliquer pourquoi les Haïtiens ne sont pas satisfaits de l'intervention humanitaire dans leur pays.



- "Les génocides intimes, [Geneviève Parent](#), professeure en études de conflit, Université St-Paul, Ottawa, associée, Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires de la Chaire Raoul-Dandurand, UQAM et coéditrice de *Peacebuilding, Memory and Reconciliation : Bridging Top-down and Bottom-up Approaches* (Routledge, 2012)

Comment deux communautés peuvent-elles se réconcilier au lendemain d'un « génocide intime »? Une question à laquelle il est difficile d'apporter une réponse satisfaisante, selon Parent. D'abord, un « génocide intime » est nommé ainsi dû à la proximité géographique entre les victimes et les génocidaires. Toutefois, la question demeure intacte : Comment guérir d'un tel événement quand ces deux groupes sont appelés à se côtoyer en situation post-conflit? Après plusieurs voyages en ex-Yougoslavie, principalement en Bosnie, Parent propose l'« *empowerment* » comme moyen d'amener la réconciliation. Elle croit que c'est par la participation, l'implication et la responsabilisation des agents locaux que ceux-ci pourront regarder vers le futur afin de reprendre le cours de leur vie. Parent est impérative sur cette question : la consolidation de la paix ne peut pas se réaliser sans un partenariat actif avec les locaux. Ceux-ci doivent se sentir interpellés afin de faire évoluer leur statut et leur identité de victime. Les locaux sont trop souvent instrumentalisés et exclus des réelles phases décisionnelles concernant l'avenir de leur pays. Ainsi, on assiste à un environnement politique où les élites politiques et les intervenants internationaux ne comblent pas les besoins du citoyen moyen.

Un autre obstacle à la résolution du conflit est l'incompréhension occidentale du trauma que ces personnes ont vécu. Parent énonce deux attitudes néfastes, soit la sous-estimation de leur perte ou encore l'exclusion de la prise de décision. Il est important de miser sur la reconnexion à la vie ordinaire par le biais de l'« *empowerment* ». La participation significative aux décisions est un moyen de retravailler avec de nouveaux individus, de bâtir un terrain pour la reconstruction des relations humaines, de regagner un sentiment de sécurité et finalement, de redonner un sens à sa vie suite à une expérience traumatisante. Cependant, elle croit qu'en établissant des groupes de consultation, on acquiert les moyens de créer un contact positif avec les locaux et d'assurer des relations plus égalitaires entre et avec ceux-ci. Afin de consolider la paix, il faut essayer de représenter une plus grande diversité de la population afin de comprendre la complexité et l'ampleur d'un « génocide intime ».



ATELIER 5 – FAIRE LA PAIX: ENTRE IMPOSITION INTERNATIONALE ET RESISTANCE LOCALE

- **Du changement de régime à la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire : usage de la force, réconciliation et développement**, [Bruno Charbonneau](#), directeur de l'Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires de la Chaire Raoul-Dandurand, UQAM; auteur de *France and the New Imperialism : Security Policy in sub-Saharan Africa* (Ashgate, 2008) et coéditeur de *Peacebuilding, Memory and Reconciliation : Bridging Top-down and Bottom-up Approaches* (Routledge, 2012)

L'exposé de Charbonneau repose sur une analyse des enjeux liés au processus de réconciliation en Côte d'Ivoire. Pour lui, la compréhension de ce processus est à la limite du local et de l'international puisque la sortie de crise a été imposée par des acteurs externes – d'abord par une intervention de la France et ensuite par une intervention onusienne –, puis avec l'organisation d'élections qui mena à la présidence d'Alassane Ouattara. L'exposé est centré autour de trois points : les conditions de sécurité actuelles au pays, le processus de réconciliation et l'analyse politique de ce processus.

Relativement aux conditions de sécurités actuelles, Charbonneau affirme que les tensions étaient toujours palpables lors de son séjour au pays à la fin de l'année 2012, et ce, surtout dans l'ouest du pays. L'année 2012 a été une année d'instabilités dans le pays avec la destruction d'un camp de réfugiés et une série d'attaques contre les infrastructures et les forces de sécurité de l'État. La division des forces de sécurité du pays en deux camps opposés a aussi causé plusieurs problèmes. Dans la mesure où le processus de réconciliation est fortement encadré par les organisations internationales, ce processus est surtout régi par des acteurs institutionnels. Très peu d'acteurs locaux sont impliqués et peu ressentent réellement les effets des missions de paix sur le terrain : l'action de l'ONU étant concentrée sur les organes de l'État. À l'échelle locale, la population a toujours un sentiment de peur et d'humiliation et cette situation est renforcée par la coopération internationale qui est perçue comme étant partielle et favorisant de façon inconditionnelle le régime d'Ouattara. Il en résulte un manque de confiance généralisé vis-à-vis de l'État et des forces de sécurité, en plus d'induire une « justice des vainqueurs ». Ainsi, un sentiment de victimisation s'est largement répandu auprès de la population et des acteurs locaux ce qui a eu pour conséquence un certain déni des problèmes politiques actuels, en plus de justifier le cercle vicieux de la sécurisation constante.

Dans la mesure où les forces internationales accordent un soutien sans faille à la présidence d'Ouattara et que ce dernier utilise cette légitimité à l'interne, le conférencier affirme que le processus de réconciliation



nationale est à comprendre sur la mince ligne de l'articulation du local et de l'international. En effet, la légitimité accordée à la présidence permet en outre à cette dernière d'asseoir son pouvoir militaire et économique à l'échelle locale, notamment par la corruption. L'alliance interne ivoirienne étant fragile, elle dépend donc en grande partie de l'appui international.

- **"Ceci n'est pas un état-nation" Le Mali et les crises de la paix libérale et démocratique,** [Jonathan Sears](#), professeur de International Development Studies, Menno Simons College, University of Winnipeg, spécialiste du Mali

Basé sur une perspective anthropologique et suite à de nombreux séjours et un attachement personnel au Mali, Sears expose sa vision de la démocratie malienne. Selon Sears, la vision « enthousiaste » de la démocratie malienne, considérée comme un modèle dans la région, est basée sur une vision libérale de la démocratie par consensus et est portée par les institutions internationales et les ONG occidentales par un ensemble de stratégies discursives.

L'affirmation selon laquelle il y a un ancrage culturel en faveur de la démocratie au Mali est en quelque sorte un préjugé international. Ce discours positif a servi à cacher une réalité ignorée sur les divisions internes du pays et des lacunes importantes de l'État malien qui apparaissent de plus en plus clairement depuis 2009. Ce discours a contribué à construire une version libérale du citoyen et de l'État ainsi qu'une hégémonie basée sur la force et la capacité symbolique des acteurs dominants, surtout ceux du Sud du pays de même que les classes sociales les plus élevées. Le conférencier conteste cette vision hégémonique de l'État « omnicompétent » où l'État-Nation devrait être la source de toute légitimité et la référence ultime pour tous les citoyens dans la mesure où ce référent exclut aussi toute une portion de la population. La vision libérale est soutenue par un pouvoir discursif axé sur l'affirmation des cultures et d'histoires dites communes, un discours de cohésion nationale, de démocratie par consensus et sur le pluralisme électoral. Encouragé par les institutions internationales, l'État malien a réussi à constituer un pouvoir exécutif, mais a failli à construire une véritable légitimité locale. La population n'est pas mobilisée et l'État n'a pas réussi à créer des liens entre l'élite et le reste de la population. Sears constate aussi que le fossé s'élargit entre la population et cette élite reliée aux organes de l'État. Malgré des lacunes importantes, le milieu international supporte toujours cette vision du pouvoir étatique, ce qui laisse penser que le principe de la bonne gouvernance promu par les institutions n'est pas véritablement relié à l'accession de la population au pouvoir de l'État.



Selon Sears, la reconstruction du Mali passe par la construction d'un autre roman du Mali, qui valorise la culture locale tout en évitant le « rouleau compresseur » du discours national. Il s'agit d'instaurer une démocratie pluraliste plutôt que de consensus et de remettre en question de la vision de l'État-Nation libérale.

- **Une paix chaotique: L'influence des connexions transnationales dans la dynamique politique de (re)construction après un conflit violent**, Kathia Légaré, Université Laval

Devant le constat que de plus en plus de conflits internationaux ne se terminent plus par des victoires militaires mais par des ententes de paix négociées, Légaré se pose la question à savoir comment fonctionne cette paix négociée. Selon la conférencière, il s'agit d'une paix chaotique, dans laquelle les acteurs sont en constante renégociation et mènent des joutes politiques complexes. L'objectif de l'exposé de Légaré est d'expliquer la dynamique d'une paix négociée en prenant l'exemple de la Bosnie-Herzégovine et du Liban qui possèdent certaines similarités en ce qui a trait à leur organisation sociale et à leur processus de reconstruction. Les deux pays ont connu des guerres civiles qui ont fragmenté leur ordre politique. Il s'agit, dans les deux cas, de sociétés divisées de façon verticale où certains groupes sociaux peuvent asseoir leur domination sur les autres groupes sociaux, notamment par le biais de milices militaires. Malgré le fait que les interventions internationales furent très différentes pour les deux pays, ces deux cas ont en commun plusieurs éléments relativement à leur processus de paix.

Partant d'une perspective plus théorique, Légaré expose principalement trois dynamiques de reconstruction après un conflit : la dynamique de blocage ou encore de stagnation qui peut apparaître comme une forme de stabilité politique; la dynamique transformatrice dans laquelle les acteurs négocient entre eux directement, et la dynamique contestée, où les acteurs sont en concurrence politique intense et très instable. Après un conflit, ces trois dynamiques se produisent en alternance, avec des avancées et des reculs importants dans le processus de paix et c'est pourquoi Légaré parle ici d'une paix chaotique. Pour comprendre cette paix négociée, il importe de porter attention aux dynamiques des acteurs locaux entre eux, en dehors du cadre étatique, tout en regardant les dynamiques transnationales dans leur interdépendance avec les différents acteurs locaux. Les acteurs locaux profitent d'alliances transnationales dans la contestation d'orientations prises dans le cadre de la reconstruction et les acteurs transnationaux peuvent servir à contenir les affrontements dans la dynamique de contestation, propice aux affrontements.



Dans les cas de la Bosnie-Herzégovine et du Liban on assiste alors à des paix négociées à l'arraché où la communauté internationale est intervenue.

Il faut donc examiner la configuration des interactions des différents acteurs, en gardant en tête que le processus de paix est en constant changement. Il s'agit ici de conclusions préliminaires puisque la conférencière mène actuellement l'étude de ce processus de paix dans les deux études de cas.



www.dandurand.uqam.ca



CONFÉRENCE D'OUVERTURE DE L'ÉCOLE D'ÉTÉ MISSIONS DE PAIX DES NATIONS UNIES

- « *Peacebuilders : Une ethnographie des interventions internationales*, Séverine Autesserre, professeure adjoint, Collège Barnard, Université de Columbia

Dans le cadre de la parution prochaine de son ouvrage, Autesserre propose de nous partager le fruit de ses recherches récentes. Elle a étudié pendant plus de 13 ans les initiatives internationales dans le cadre d'opération de paix (Congo, Sud Soudan, Israël, Palestine, Burundi, Chypre, Timor Oriental) afin de mettre en évidence à la fois les défaillances de ces opérations, mais également le phénomène de généralisation des pratiques des intervenants. En effet, les intervenants internationaux tendent à reproduire des modes d'interventions pourtant inefficaces et contre-productifs, en réutilisant des modèles utilisés qui s'avèrent inadéquats dans un autre contexte.

En effet, les expatriés (les équipes des intervenants étrangers et ceux des ONG) mettent souvent de côté les parties prenantes locales, qui sont pourtant indispensables au bon déroulement des opérations. Loin d'être indifférents ou insensibles, ils ne réalisent tout simplement pas les conséquences négatives de leur démarche. Dès lors se pose la question : pourquoi les intervenants étrangers œuvrant au sein des opérations de paix contribuent-ils à perpétuer et reproduire des modes de fonctionnement qu'eux-mêmes considèrent comme inefficaces et contre-productifs? Quelles sont les leçons que nous pouvons en tirer en matière de construction des Opérations de Maintien de la Paix (OMP) ?

Selon Autesserre, l'efficacité des opérations de construction de paix (« *peacebuilding* ») dépend principalement des acteurs, des intérêts et des stratégies des acteurs nationaux et locaux, ainsi que de leur potentiel d'action. Mais il y a des divergences au sein même des organisations quant aux stratégies à employer et aux objectifs à atteindre. Les contraintes matérielles et financières disponibles pour mettre en place toutes les infrastructures nécessaires pour assurer le déroulement de ces opérations déterminent les succès ou les échecs des OMP.

Par ailleurs, les paradigmes de la paix libérale font que les intérêts poursuivis (intérêt personnel, légal, institutionnel, électoral) sont souvent inadaptés aux besoins des populations locales. Ainsi, l'un des principaux problèmes de la recherche actuelle sur les OMP est que les analyses privilégient le niveau macro (les sièges des interventions), basées sur une vision très hiérarchisée des procédures, à savoir du haut vers le bas, où les intervenants sont en position de supériorité, de management vis-à-vis de la



population locale. Cela ne signifie pas qu'il faut éliminer tout appui extérieur, car la présence des expatriés est importante et indispensable au succès des opérations. Elle permet notamment l'octroi de soutien financiers et matériels et suscite la sensibilisation internationale.

L'intérêt d'établir une ethnographie des interventions internationales est d'offrir un autre aspect de la recherche sur les OMP. Même si les divergences culturelles empêchent l'établissement de stratégies communes, la pratique quotidienne les réunit, et c'est tout aussi important que le contenu idéologique des programmes. Le savoir des populations locales, les connaissances des historiens et des anthropologues sont souvent négligées, au profit du savoir thématique. La distribution de l'aide est ainsi réalisée en fonction des critères de priorité établis par les agences internationales, et non en fonction des besoins des populations locales.

Cette marginalisation des locaux engendre la résistance et contribue à la construction de barrières (conséquence non voulue) séparant les deux communautés. La communauté des intervenants est un bloc très fermé qui partage des caractéristiques communes et entretient un sentiment de peur permanent qui renforce le sentiment de frontières infranchissables entre les locaux et les internationaux, rendant l'intégration difficile. La présence d'un autre, les locaux sensés être bénéficiaires de l'aide internationale aux coutumes différentes renforce le besoin pour les intervenants de se tourner vers d'autres expatriés afin de trouver du soutien et du réconfort. Or, il est reconnu que ceux qui parviennent à développer des relations sociales avec les populations mettent en œuvre des OMP plus efficaces. En conclusion, selon Autesserre, les « faiseurs de paix » devraient accorder plus d'importance à l'expertise pays et au savoir des populations et changer le système de recrutement, afin d'impliquer les communautés locales et casser les barrières, en favorisant les contacts personnels et informels entre les intervenants et les populations.



TABLE RONDE

Animée par Bruno Charbonneau et Katina Binette

Participant-e-s : Katina Binette (Association Québécoise des Organismes de coopération internationale- AQOCI), Bruno Charbonneau (directeur de l'Observatoire sur les missions de paix et les opérations humanitaires-OMPOH, Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques), Erwan Cheneval (chef de missions Médecins sans frontières -MSF), Laurie Druelle (Comité pour la Justice Sociale -CJS), Stefanie Kappler (Liverpool Hope University), Brahim M. Kourtou (Université Saint-Paul), Muriel Mac-Seing (référente technique VIH/Protection, Handicap international), Andréanne Martel (chercheure en résidence OMPOH), Monique Martel (CJS), Marie Moucamy-Thiam (CJS), Dominique Mulume-Oderhora (Democratic Republic of Congo -FOCHI), Christian Ndungo (doctorant), Geneviève Parent (Université Saint-Paul), Dimitrina Raby (Coordinatrice aux initiatives internationales- les YMCA du Québec), Charles Saliba-Couture (chercheur associé OMPOH, UQAM et consultant Conseil canadien pour la coopération internationale- CCCI), Cécilia Suarnet (CJS), Mathieu Vandal (étudiant à la maîtrise en géopolitique à l'UQAM, administrateur de projet pour le Comité international de la Croix Rouge - CICR, et MSF), John Sears (Professeur de développement international, Université de Winnipeg).

Problématique de départ: Quels sont les enjeux, les négociations, la nature et les limites des interactions «sur le terrain» entre les acteurs locaux et internationaux?

Selon Bruno Charbonneau, co-animateur et organisateur de l'événement, cette table ronde poursuit un double objectif. D'une part, elle permet d'inaugurer la collaboration avec l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). D'autre part, elle permet de réunir des acteurs issus des milieux universitaires et les professionnels de l'humanitaire afin de discuter des enjeux entourant les dynamiques d'interaction entre les acteurs locaux et internationaux dans le cadre des missions de toutes sortes - les missions d'urgence, de développement et de reconstruction, de médiation ainsi que les missions post-conflit. Ces quatre types de missions reposent essentiellement sur des dynamiques sociopolitiques et peuvent faire l'objet parfois de résistance de la part des populations locales. La table-ronde représente donc un lieu où réfléchir à propos de la nature, des caractéristiques et des objectifs de ces interventions dites « de paix ».

Mais qu'entend-on par intervention humanitaire? La diversité des expériences révèle qu'il est difficile d'exclure certaines opérations au profit d'autres. Comme le précise Mathieu Vandal, il est intéressant de voir comment il est possible de faire évoluer l'Observatoire sur les missions de paix et les opérations humanitaires (OMPOH) de la Chaire Raoul Dandurand à partir des expériences des participants, dans la mesure où l'aspect théorique des interventions humanitaires s'avère parfois moins utiles pour les



expériences de terrain. Mathieu Vandal affirme être témoin de désinformation dans le milieu universitaire concernant les opportunités pratiques (bénévolat, stage, formation) permettant aux jeunes de se forger de solides expériences de terrain dans le domaine.

Légitimité de l'intervention

Depuis plusieurs années beaucoup d'experts abordent la question de la légitimité des interventions humanitaires. Katina Binette précise qu'au sein même de son organisation, il existe plusieurs types d'interventions ce qui suppose différents points de vue. Cela révèle la difficulté d'atteindre un consensus lorsqu'il est question de la légitimité des interventions. Pour Brahim M. Kourtou, la question de la légitimité représente un idéal, surtout pour les jeunes diplômés. Mais, il s'avère qu'à l'heure actuelle, aucune aide humanitaire n'est suffisante. Les interventions qui font preuve de plus de légitimité sont celles déployées dans les situations d'urgence. C'est d'ailleurs le cas des organismes non gouvernementaux (ONG), comme Médecins sans frontières (MSF), qui réunissent les réfugiés afin de leur octroyer un statut, leur fournir un logement ainsi que de la nourriture et des premiers soins. Malheureusement, les situations humanitaires qui perdurent après l'urgence ont des effets néfastes sur l'efficacité et la légitimité des opérations, puisqu'elles ne possèdent pas les moyens matériels et financiers nécessaires afin de répondre adéquatement à la reconstruction et au développement des pays concernés. En effet, les levées de fonds effectuées par les ONG ont pour objectif de répondre aux situations d'urgence et non pour au développement. Ce volet relève du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). L'idée serait de joindre l'urgence au développement, mais cela ne représente qu'un idéal difficilement atteignable.

Pour Andréanne Martel, la plupart des ONG différencient et dissocient, au sein de leur structure, les branches consacrées à l'urgence et au développement, ce qui crée des défaillances et des tensions entre les organisations dû au mode de gestion des opérations sur le terrain. Muriel Mac-Seing précise que le facteur temporel engendre aussi son lot de tensions. En effet, lors des situations d'urgence, la réaction est rapide, alors que les questions relatives au développement les objectifs sont à long terme et les délais parfois longs. Il est donc difficile de répondre simultanément aux besoins d'urgence et de développement.

Efficacité et capacité de l'intervention

Pour amener le sujet de l'efficacité et des capacités des interventions humanitaires, Stefanie Kappler soulève des questions relatives à la définition des besoins des gens, ainsi qu'à la perception des



populations locales vis-à-vis des intervenants internationaux. Selon Mathieu Vandal, l'un des principaux problèmes relativement aux interventions humanitaires réside dans le fait que les ONG n'analysent pas les besoins humanitaires et sociaux des populations locales. La nature et l'efficacité des interventions dépendent à la fois des moyens disponibles, et des spécialisations propres à chaque organisation, ceux ne répondant pas nécessairement aux besoins des populations.

Pour Christian Ndungu l'efficacité des interventions est calculée au sein même des organisations et à partir de la compétition entre les ONG. Ceci peut engendrer une mauvaise gestion des ressources, nuisant à l'efficacité des interventions. À cela s'ajoute le facteur du temps. Lors des opérations d'urgence, il s'agit de sauver des vies. On a donc moins de temps à consacrer aux évaluations des besoins. D'où l'importance de l'audit social et communautaire, afin de répondre aux besoins des locaux. Marie Moucamy-Thiam insiste sur l'importance du processus participatif. Souvent les ONG établissent des objectifs en fonction de leur propre idée du développement, usant et reproduisant des stratégies non efficaces. Dominique Mulume-Oderhora évoque la création, depuis quelques années, de forums inter-agences afin d'évaluer les actions entreprises afin d'établir efficacement les critères de développement et réadapter les mesures d'aide en fonction des lacunes à combler.

Résistance, opposition, résilience, négociation

Selon Bruno Charbonneau, la question de l'efficacité est liée à la définition des objectifs et des besoins. Néanmoins, cela sous-entend des négociations quant à leur définition. Le processus de négociation suppose des interactions entre les locaux et les internationaux, elles-mêmes confrontées à des résistances qui peuvent prendre différentes formes. Finalement, comment définit-on l'urgence?

Pour Erwan Cheneval c'est là où le problème réside. En effet, tous ceux qui font de l'urgence sont mal outillés. Nous sommes toujours confrontés à des situations imprévues et difficiles. Par exemple, les situations d'urgence peuvent être gérées sur place par la gestion des ressources et des mesures d'aide. Lorsqu'on parle d'urgence, on fait référence à l'incapacité des gouvernements à répondre à la crise. Ce sont les ONG qui prennent le relai puisque tout est nécessaire dans les premières 24-48 heures. C'est là que se pose le problème de la légitimité.

Pour Andréanne Martel, le problème est que cette division en phases n'existe pas dans la réalité. Cette segmentation découle d'un mode de coordination et d'organisation. Aussi, il est important de comprendre



que le travail d'urgence a de nombreux effets sur le long terme. Après 48 heures, il faut déjà se projeter sur la suite. Lorsqu'elles font face à certaines formes de résistance, les ONG ont tendance à adopter une perspective binaire et à différencier les bons bénéficiaires – les citoyens participant au processus de reconstruction, des mauvais bénéficiaires – les citoyens ne participant pas ou critiquant le processus de reconstruction. Dans ce cas, il s'agit plutôt d'une forme de contestation sur la manière dont cette aide est administrée.

Muriel Mac-Seing précise que la résistance résulte de plusieurs facteurs: Qui sont les personnes qui assistent aux réunions (hommes, femmes, etc)? Comment la publicité des activités est-elle réalisée? Pour Erwan Cheneval, la résistance est liée à la légitimité: Qui dérange-t-on? Et si les négociations sont mal menées, des problèmes de sécurité apparaissent. Dès lors, il faut maintenir le contact avec la communauté locale en permanence, pour savoir si on est accepté et permettre l'évolution des négociations.

Bruno Charbonneau soulève la question de la résistance des intervenants, à l'intérieur du contexte où ils ne répondent pas aux demandes locales. Cette question appelle celle de la légitimité de la demande locale. Les populations confrontées à une situation d'urgence sont-elles en mesure de définir adéquatement leurs besoins? Dans quelle mesure les interactions entre les intervenants internationaux et les populations locales sont-elles sources d'insécurité?

Enjeux de sécurité

La question de la sécurité concerne deux types de communautés : les populations locales et les populations expatriées.

Christian Ndungo résume les enjeux sécuritaires en fonction de trois thèmes: l'inefficacité engendre des enjeux de sécurité en raison des frustrations; la résistance entraîne des risques pour les travailleurs; et enfin les niveaux de sécurité varient selon le contexte (pour les conflits armés le risque est plus élevé). Les comportements et le style de vie parfois ostentatoires des intervenants peuvent susciter des jalousies, et l'envie pour les populations locales de se procurer ces biens et avantages.

De plus, la multiplicité des acteurs est également source d'enjeux de sécurité. À cela s'ajoute une confusion dans le qualificatif humanitaire où toutes les organisations sont considérées comme faisant partie de la même catégorie (armée, ONG). Pour Mathieu Vandal, ce phénomène est particulièrement



inquiétant. On assiste depuis plusieurs décennies à un véritable tremblement de terre dans le monde des ONG avec l'apparition de la règle des trois D : la « diplomatie » est le premier mode d'intervention, toutefois si elle échoue, on a recourt à une politique de « défense » impliquant l'action de l'armée qui elle-même laisse place au « développement » avec l'humanitaire en cas d'échec. Le fait que les militaires effectuent des opérations humanitaires est pour le moins risqué, car les ONG sont très souvent associées à l'armée, ce qui ramène une fois de plus la question de la sécurité.

Bruno Charbonneau rappelle que le problème de professionnalisation et de spécialisation des intervenants renforce les barrières avec les populations. Paradoxalement, de par leur mode de gestion des interventions, les ONG deviennent des sources d'insécurité pour les populations locales. Le phénomène de « *bunkerisation* » en est un parfait exemple. Cette ghettoïsation exerce un impact considérable sur la sécurité mentale des intervenants, qui se sentent souvent en danger. Dès lors, se pose la question de l'éthique de la sécurité, lorsque l'on détermine que notre vie a plus de valeur que celle des gens avec qui l'on travaille, et qu'on est supposé aider.

Conclusion

Pour Katina Binette, les alliances entre les organisations peuvent être une première voie à suivre afin de répondre à certaines défaillances de l'aide humanitaire. Le Québec cherche à créer un organisme de coopération international. L'AQOCI et le Ministère des Relations Internationales (MRI) travaillent de concert afin de favoriser la formation et l'expérience des jeunes sur le terrain. Il faut également développer, au sein du milieu universitaire, une formation adéquate. Il y a un intérêt et un potentiel certain au Québec pour le milieu de l'humanitaire (bilinguisme, pragmatisme, milieu nord-américain).

Cependant, la formation universitaire est presque inexistante, d'où l'importance de mettre en place des mécanismes durables. Il faut également développer le mentorat et la passation des savoirs, afin de développer des compétences professionnelles indispensables au succès des opérations. L'Association canadienne pour les Nations-Unies (ACNU) est un excellent tremplin pour les jeunes qui souhaitent acquérir une expérience terrain.



www.dandurand.uqam.ca